

## **Déclaration de la Représentante du Kenya**

Merci de me donner la parole. Je vous présente, au nom de ma délégation, les salutations du peuple kenyan. Nous voulons en effet vous adresser à tous nos remerciements pour vos condoléances, messages d'encouragement et de réconfort au sujet du décès de notre deuxième Président, Daniel Toroitich Arap Moi, le 4 février 2020 à l'âge de 96 ans. Le défunt Président avait joué un rôle central dans la définition du programme de développement de notre pays, et il sera particulièrement regretté par tous les Kenyans.

Le Kenya connaît et apprécie le mandat du FIDA, qui est d'appuyer les populations rurales pauvres en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, d'accroître leurs revenus et de renforcer leur résilience. En fait, le portefeuille de programmes du FIDA au Kenya et les projets destinés aux ruraux pauvres depuis 1979 ont amélioré l'accès des populations rurales pauvres aux services financiers, aux marchés, à la technologie, à la terre et aux ressources naturelles. Nous avons pu constater l'impact positif de l'appui du FIDA sur la pauvreté rurale et la sécurité alimentaire dans de nombreuses régions du pays.

Le Gouvernement du Kenya est attaché aux relations de travail cordiales et à l'immense partenariat avec le FIDA, et a continué à accroître ses contributions aux ressources du FIDA au fil des diverses périodes de reconstitution des ressources. Pendant une certaine période, la contribution du Kenya avait été de 100 000 USD; elle a ensuite été portée à 500 000 USD à la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10 - 2016-2018), puis à 1 000 000 USD au titre de la Onzième reconstitution (FIDA11 - 2019-2021). Nous pensons que les contributions du Kenya continueront d'améliorer les activités conjointes qui ont transformé les moyens d'existence ruraux dans le pays.

Dans son plan à moyen terme, le Kenya se concentre sur la mise en œuvre du programme intitulé "Big Four Agenda" concernant les domaines prioritaires, à savoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle totale pour tous les Kenyans, l'accès universel aux soins de santé, le logement abordable et l'accroissement du secteur manufacturier. Trois de ces piliers prioritaires dépendent de la performance du secteur agricole. C'est pourquoi le Gouvernement a récemment lancé la Stratégie en faveur de la transformation et de la croissance du secteur agricole, et l'a immédiatement mis en œuvre, afin de donner au secteur les moyens d'atteindre les objectifs souhaités. Nous adressons aux partenaires un appel à collaborer avec le Gouvernement kenyan pour investir dans la mise en œuvre de la stratégie et dans les interventions proposées pour la redynamisation, la croissance et le développement du secteur.

La croissance du secteur agricole n'est pas possible sans la participation de la jeunesse, qui constitue une part importante de la population dans les pays en développement. C'est dans cette optique que le Gouvernement kenyan, sous la direction du Président Uhuru Kenyatta, qui est aussi le champion mondial du programme pour les jeunes, joue le rôle de fer de lance dans la mise en œuvre de plusieurs programmes destinés à la jeunesse.

Nous sommes très satisfaits de noter que le programme d'options stratégiques pour le pays 2020-2025 récemment adopté pour le Kenya est dans le droit fil de la Stratégie gouvernementale de transformation et de croissance du secteur agricole et du "Big Four Agenda". Nous notons également que l'un des objectifs du programme d'options stratégiques est de renforcer un certain nombre de filières et de faire en sorte que les ruraux pauvres y participent et en tirent des avantages, en utilisant des approches résilientes face au climat, inclusives et favorables aux pauvres, qui renforceront le potentiel productif du Kenya pour les générations futures. Nous soutenons le programme mondial pour la jeunesse et saluons la convocation d'un groupe de travail du Conseil de la jeunesse au sein des institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, bénéficiant de l'appui du Gouvernement néerlandais. Le Kenya souhaite faire part de son désir de voir sa jeunesse incluse dans le Conseil de la jeunesse.

Le Kenya constate avec satisfaction que ce Conseil offrira un leadership, des propositions concrètes et des orientations générales pour appuyer les pays dans la modernisation des

programmes en faveur des jeunes. De nombreuses enceintes ont été mises à la disposition des jeunes afin qu'ils puissent exprimer leurs préoccupations et suggérer les points à aborder pour qu'ils soient en mesure de participer pleinement au secteur. Les domaines prioritaires utiles, s'agissant d'agir en faveur des jeunes, comprennent l'accès à la technologie et à l'information, l'accès au crédit et aux ressources en capital, l'accès aux marchés et l'agriculture mécanisée. Nous pensons que le FIDA peut jouer un rôle central dans l'appui à ces domaines afin de créer le contexte favorable nécessaire à la participation des jeunes au secteur agricole.

Les changements climatiques et des conditions météorologiques imprévisibles demeurent le principal défi pour l'agriculture à travers le monde. Le Kenya, par exemple, a connu de fortes précipitations qui ont entraîné des inondations à grande échelle et, récemment, une importante invasion de criquets pèlerins, qui a touché 14 districts. Ces phénomènes ont contribué à miner les progrès accomplis vers la réalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et le développement d'ensemble du secteur agricole. La gestion de l'invasion de criquets a été difficile en raison de l'insécurité qui règne dans certaines parties du pays et de la région, sans parler des capacités limitées quant au personnel formé et aux équipements nécessaires.

Le Kenya accueille avec satisfaction le partenariat avec différents interlocuteurs et organismes de développement visant à maîtriser, de manière urgente, l'invasion de criquets pèlerins. En outre, nous lançons un appel en faveur d'efforts concertés de la communauté mondiale pour mobiliser des ressources et investir dans l'agriculture, afin de réaliser les objectifs de développement durable et, en particulier, l'objectif<sup>o</sup>2 sur l'élimination de la faim.

En conclusion, le Gouvernement du Kenya reconnaît le lien essentiel entre les femmes, la paix et la sécurité, et s'est efforcé d'intégrer les femmes dans la recherche de solutions durables à la paix et à la sécurité, et ainsi, de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. Nous devons tous nous unir pour éviter les menaces à la paix et à la sécurité. C'est dans cet esprit que le Gouvernement du Kenya sollicite votre appui en tant qu'organisme des Nations Unies, à sa candidature au siège non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période 2021-2022, lors des élections prévues pour juin 2020.